

**CIBLE**

## Euribor

**L**es marchés inter-bancaires jouent un rôle très important puisque c'est là que les banques font entre elles des emprunts et des prêts à court terme. En théorie, les taux sur ces marchés évoluent en fonction de l'offre et de la demande. Mais dans la pratique ?

Un premier scandale avait éclaté sur le marché inter-bancaire londonien – le Libor – car on s'était aperçu que pendant plusieurs années certaines banques manipulaient les taux d'intérêt. Et voici qu'un deuxième scandale affecte le marché inter-bancaire continental : l'Euribor a été manipulé par de grandes banques françaises et allemandes ainsi que par HSBC qui vient de payer au Trésor américain une amende de 1,9 milliards de dollars pour complicité de blanchiment d'argent appartenant à des cartels mexicains de la drogue et à des réseaux de financement du terrorisme au Moyen-Orient.

Face aux opérations frauduleuses et aux activités criminelles du milieu bancaire, la supervision et les amendes sont insuffisantes. Il faut des nationalisations-sanctions afin que les banques soient remises au service de l'économie et de leurs clients.

## SIDÉRURGIE

# Dehors

# Mittal !

Idées

**Paul  
Jorion**

p. 9

États-Unis

**Après les  
élections**

p. 6-7

# Le cas Ghislaine

**Lors de l'émission *Mots Croisés* du 26 novembre sur France 2, une journaliste nommée Ghislaine Ottenheimer a violemment agressé Nicolas Dupont-Aignan, député de la Nation <sup>(1)</sup>. Nous tenons cet incident pour exemplaire.**

**N**ous étions alors au plus vif de l'affrontement Copé-Fillon. Sur le plateau de France 2, entre autres participants, Nadine Morano, Roger Karoutchi et Nicolas Dupont-Aignan. Ce dernier estime que nous sommes enfermés dans le trio infernal constitué par le PS, l'UMP et le Front national. À ses yeux, une re-composition politique est possible et il veut ouvrir une autre voie, celle du **patriotisme républicain**. Riposte conjointe de Nadine Morano et de la journaliste Ghislaine Ottenheimer : « Vous n'y arrivez pas, et c'est tout le problème ! » Et la journaliste d'enchaîner sur un ton agressif : « vous jouez la victime tout le temps », « vous parlez, vous parlez, l'Europe, la re-composition et moi je réussirai là où tous les autres ont raté, alors que nous, on est observateurs et on voit que vos propos ne sont pas très cohérents sur le plan économique, que ça ne prend

pas chez les Français ». Nicolas Dupont-Aignan réplique, et cet observateur se met à l'accuser de « lancer des anathèmes généraux », de tenir les mêmes propos que le Front national sur la *petite caste* puis la dame se déclare insultée... par celui qui lui dit finalement qu'elle représente parfaitement la dite caste.

Très juste ! À l'exception du Front national, parti repousoir dans lequel on rejette les insolents, Ghislaine Ottenheimer ne supporte pas qu'on puisse penser et agir hors de l'oligarchie. C'est pourquoi elle prend les propos de Nicolas Dupont-Aignan pour des marques d'outrage à son égard - car elle s'identifie complètement à son milieu sociopolitique dont les thématiques sont tenues pour évidentes... aussi évidentes que la haute idée que Ghislaine Ottenheimer a de sa propre personne.

Le problème des journalistes de cet acabit, c'est qu'ils exhi-

bent le statut d'observateur pour imposer des normes idéologiques, tracer leur frontière entre l'acceptable et l'inacceptable, décider qui existe politiquement et qui n'existe pas. Ce soir là, Ghislaine Ottenheimer décréta que Nicolas Dupont-Aignan avait échoué et le désigna aux téléspectateurs comme un mort en sursis. Plus généralement, on voit que la petite caste médiatique fait le tri parmi les minorités politiques et les personnalités marginales : elle a fait la promotion de José Bové, elle a toujours eu de la bienveillance pour les Verts quels que soient leurs résultats électoraux mais les gaullistes ne figurent manifestement pas sur les listes du politiquement correct. D'où les agressions caractérisées dont Nicolas Dupont-Aignan a été l'objet pendant la campagne présidentielle.

La réplique du président de Debout La République était justifiée : il est député de la

Nation, élu au suffrage universel alors que Ghislaine Ottenheimer ne représente rien d'autre qu'elle-même et ceux qui l'emploient. Car celle qui prétend au statut d'observateur de la vie politique est une femme engagée : éditorialiste de *Challenge*, elle est dans la ligne de cet hebdomadaire qui prétend se situer à l'aile gauche du capitalisme. On y célèbre les *progressistes* de Terra Nova qui faisaient campagne pour Dominique Strauss-Kahn. On y composa un *hommage à un intellectuel entreprenant* lorsque Richard Descoings mourut, avant qu'on ne découvre que le patron de Sciences Po s'en mettait plein les poches et garnissait celles de ses copains. On y déclare que la purge est justifiée en Grèce. On y rêve que les étudiants paient leurs études ou les remboursent. On y souhaite des solutions à l'Allemagne pour les salariés tout en faisant la promotion de produits de luxe car il n'est bien sûr pas question de toucher aux très hauts salaires. On y donne la parole à Jean-Marie Colombani pour qu'il nous dise que l'Europe est la solution de la crise...

Fantasmes, profits bien gras, fragments idéologiques, préjugés de classe : en bonne chienne de garde, Ghislaine Ottenheimer défend le tout, reçoit sa paie et passe de surcroît à la télévision. Tant de jouissances perturbées par un malotru de député gaulliste ! On comprend qu'elle soit colère, dame Ottenheimer.

Sylvie FERNOY

(1) A voir sur <http://www.youtube.com/watch?v=EtcQUMRTKU>

**royaliste**  
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTIN ROUQUIN

SOMMAIRE : p.2 : Le cas Ghislaine - p.3 : Offensives tous terrains - p.4 : Dehors ! - p.5 : François Algérie - p.6/7 : L'aube des changements - p.8 : Chambre commune et rêves à part - p.9 : Réplique à Paul Jorion - p.10 : Briseurs de tabous - En Lorraine occupée - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Responsables et coupables.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
 Téléphone : 01.42.97.42.57  
 Télécopie : 01.42.96.99.20  
 Dir. publication : Yvan AUMONT  
 Com. paritaire 0514 G 84801  
 ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (50 €)     soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Offensives tous terrains

**Comme le gouvernement hollandiste cède facilement à ses adversaires, les ultra-libéraux multiplient les offensives qui visent à complètement détruire le modèle français.**

Ce ne sont pas des socialistes qui sont aux affaires, mais des sociaux-libéraux. Face à eux, la stratégie du patronat et des idéologues de l'ultra-libéralisme est d'une simplicité enfantine : agir de telle sorte que les hollandistes soient toujours plus libéraux et de moins en moins sociaux. Forts de leur victoire en matière de législation bancaire - la séparation des activités traditionnelles et de la spéculation ne se fera pas -, ravis de voir le Premier ministre céder devant Mittal en répudiant toute politique de nationalisation, les fans du Marché viennent de lancer deux rapports en forme de torpille :

Un rapport sur le Smic commandé par le gouvernement à des spécialistes, tels Gilbert Cette et Étienne Wasmer connus pour leur hostilité au salaire minimum. (1) Les recommandations de ces messieurs sont écrites dans un jargon immonde, afin que l'essentiel du propos soit caché au commun des mortels. Une traduction rapide permet de comprendre que les rapporteurs sont opposés à l'indexation automatique du Smic, dont l'évolution serait rapportée dans un premier temps à des indicateurs peu favorables aux salariés et qui pourrait être ensuite décomposé entre des Smic régionalisés et des Smic variables selon l'âge. Puis les rapporteurs invitent le gouvernement à réfléchir au « fait

que le Smic n'est pas un instrument efficace contre la pauvreté et les bas revenus » ce qui revient à préconiser sa suppression selon le vœu du patronat mais avec des arguments concernant la justice sociale selon un procédé parfaitement hypocrite. Nous sommes prévenus !

**Deuxième torpille :** le tout récent **rapport de l'Institut Montaigne**, fièrement intitulé « *Redonner sens et efficacité à la dépense publique.* » Cet institut, d'autant plus proche du patronat que son président-fondateur est Claude Bébéar, diffuse grâce à un budget annuel de 3 millions d'euros des études qui tendent toutes à réduire la puissance de l'État et à diminuer la protection sociale. Écrit dans une langue claire, le rapport sur la dépense publique ne cache pas sa radicalité. Il part du poids de la dette publique pour affirmer que les dépenses publiques sont insupportables. Il faudrait donc les réduire de 70 milliards en quatre ans. Tout en se réjouissant des nouvelles contraintes européennes, le rapport affirme qu'il faut aller plus loin. D'où 15 propositions parmi lesquelles :

- la réduction du nombre des agents publics dans la fonction publique d'État et dans la fonction publique territoriale ainsi que la **stabilisation** des effectifs dans la fonction publique hospitalière. Cette réduction sera compensée par l'augmentation du temps de travail ;

- le gel des salaires dans la fonction publique ;

- la réduction des dépenses d'intervention dans tous les domaines ;

- la réduction des dépenses de santé par réduction des dépenses d'assurance maladie et révision du système de remboursement concernant les affections de longue durée ;

- la réduction des dépenses d'assurance chômage par un régime d'allocations dégressives ;

- la révision de la politique familiale, par exemple en supprimant la prise en charge des congés parentaux.

La lecture complète du rapport permet de constater que ses auteurs présentent un plan minutieux d'appauvrissement des classes moyennes et populaires à l'aide d'une masse impressionnante de chiffres et de courbes. Toute cette argumentation bute sur un constat : toutes les politiques déflationnistes suivies dans le passé comme aujourd'hui engendrent la récession et la violence.

M. Bébéar et ses scribes sont sourds à ce type de rappel et ont abandonné toute prudence, tant ils sont persuadés qu'ils n'ont pas d'adversaire à leur mesure. Nous espérons que cette arrogance les perdra.

Yves LANDEVENEC

(1) Pour une analyse complète, voir l'article de Laurent Mauduit : « *Le Smic en danger de mort* » publié le 11 décembre 2012 sur le site *Mediapart* (accès payant).

② <http://www.mediapart.fr/journal/economie/111212/le-smic-est-en-danger-de-mort>

## L'écho des blogs

Quelle confiance ?

Les agences de notation dont la mission est d'éclairer les investisseurs sur un niveau de prise de risque confirment la dégradation de la note attribuée à la France. Après Standard & Poors il y a un an, c'est Moody's qui dégrade à son tour notre note souveraine. Seule Fitch maintient son triple A (mais est-ce un hasard quand on sait que l'agence est contrôlée à hauteur de 60 % par le groupe français Fimalac)(1). Pourtant les taux obligataires sur les emprunts d'État français sont très bas voire négatifs pour les prêts à très court terme. Les communicants qui nous gouvernent voudraient nous faire croire qu'ils sont efficaces et qu'ils ont le soutien des marchés. Rien n'est moins sûr.

Alors contradiction ? Incompétence des agences de notation ? C'est ce que disent tous ceux qui prophétisent la sortie de crise et le redressement de l'euro. En fait l'explication est ailleurs et elle est simple. Elle nous est donnée par le journal *Les Échos*. (2) Il y a « un excès d'argent dans le système par rapport à ses capacités d'absorption. Les investisseurs internationaux, principalement asiatiques et moyen-orientaux, disposent d'énormes masses de liquidités dont une partie doit s'investir en euros, parce qu'il leur faut répartir leurs risques. Mais la crise au sud de l'Europe les conduit à chercher des valeurs refuges. La dette publique allemande d'abord. Celle de la France ensuite, car il faut éviter de mettre tous ses œufs dans le même panier. »

La vérité est que nous empruntons à des taux historiquement bas car la situation ne cesse de se dégrader en Europe mais de façon inégale. Les marchés font le choix du moins pire.

François ENNAT

① (1) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fitch\\_Ratings](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fitch_Ratings)

② (2) <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/politique-economie-conjoncture/politique-economique/221156343/rejouir-trop-vite-lune-mie>

## Dehors !

**Lâche, ridicule, grotesque ! Les qualificatifs ne manquent pas pour juger de la décision de Jean-Marc Ayrault de poursuivre la (dés)solution Mittal en donnant foi aux promesses vaseuses de ce financier qui n'est peut-être qu'un aigrefin de haut... vol.**

Ce n'était pourtant pas bien compliqué d'avoir de la poigne face à un interlocuteur qui a toujours menti et qui ne s'est engagé dans la sidérurgie qu'en ayant de courtes visées financières. Ce qu'il fait à la France, Monsieur Mittal l'a déjà fait à l'Afrique du Sud. (1) Sa stratégie était connue et l'on ne peut rien comprendre à l'aveuglement du gouvernement français. Sauf... sauf à penser que les intentions d'Ayrault n'étaient que de sauver l'autre partie du pôle acier du groupe qui se situe dans le ressort de sa circonscription. Au reste, le Premier ministre n'est qu'un féodal qui ne voit guère plus loin que le bout de sa portion de territoire de Loire-Atlantique. Pitoyable. Pas de vision, pas de projet au plan national. Réindustrialisation ? Foutaise !

**Lakshmi Mittal ne tiendra pas sa promesse.** Pourquoi ? Parce qu'il ne l'a jamais fait nulle part. C'est aussi simple que cela. Il mettra finalement à bas notre production d'acier quand cela lui chantera. Que restera-t-il alors au gouvernement ? Les réactions des milieux financiers et industriels face au projet de nationalisation - seul recours possible en l'occurrence - ont été puissamment vomitives. « *Grand bond en arrière* » paraît-il. De qui se moque-t-on ? Ce qui a été

jugé bon pour Chrysler aux États-Unis et pour les banques en Angleterre ne l'est plus une fois parvenu sur le sol français. Comme c'est pratique, comme c'est simple !

**Ayrault a menti.** Menti sur la faisabilité juridique de la nationalisation d'une partie de Mittal, comme sur le coût. Un rapport, rapidement enterré et pourtant commandé par l'État le démontrait (trop) bien. Menti sur l'absence d'un repreneur qui existait bien. Là encore, le problème ne venait-il pas du fait que ce dernier soit russe ? Arnaud Montebourg a achevé de se discréditer en restant dans un gouvernement qui s'est aussi ouvertement payé sa tête. À l'horizon de trois ou quatre ans, il ne restera rien de la filière *chaude* de la sidérurgie française. L'accord passé avec l'industriel anglo-indien prévoit 180 millions d'euros d'investissement ? 127 seront exclusivement consacrés à de simples travaux de maintenance. Restent 53 malheureux millions. En quoi cela peut-il être considéré comme des investissements ?

Le simple rappel de cette proportion démontre qu'Arcelor-Mittal ne veut pas de production française, pas de concurrence. Nous pensons, bêtement sans doute, que la concurrence était la condition *sine qua non* de l'existence du

*marché*, ne serait-ce vrai que lorsque les financiers y trouvent un intérêt immédiat ? Pas de perte d'emploi ? Alors pourquoi prévoir des mises en préretraite et des départs volontaires ? Qu'est-ce que la France a à gagner à un tel accord ? Strictement rien ! Les salariés du site, et ceux du groupe à terme, n'ont qu'à y perdre.

**Tout démontre que Mittal était le pire des choix en 2006.** Ce groupe, de par sa composition même ne pouvait être considéré comme fiable. Trop d'endettement. Où trouver les fonds nécessaires à de vrais investissements lorsque l'on est au bord du gouffre ? La solution est simple : aller là où le *cash* est le plus facile et le plus rapide à obtenir. Donc éliminer les productions jugées trop chères et se tourner vers d'autres activités du même secteur, beaucoup plus rentables : les mines et l'utilisation des produits finis. Tout cela est clair. Alors ?

**Alors pourquoi une telle attitude de nos autorités.** De quoi notre gouvernement a-t-il si peur ? De la contagion ? On dit que les ouvriers des chantiers navals, et d'autres après eux, auraient pu avoir des velléités de demander eux aussi la nationalisation de leur activité. Les cas ne sont pourtant pas semblables, la situation de la construction navale

n'a rien à voir avec celle de la sidérurgie.

**Reste à savoir :** vaut-il mieux être gouvernés par des voleurs et des imbéciles ou par des lâches ? La sidérurgie est un secteur essentiel de l'industrie d'un pays. Nous avons déjà souligné l'aspect stratégique essentiel d'un tel secteur. S'en priver c'est tout bonnement refuser de se donner les moyens d'une industrie nationale puissante. Le pire dans cette affaire, c'est que le projet Ulcos (2), dont Mittal vient de se retirer, pouvait permettre d'allier production dans de bonnes conditions, respect de l'environnement et réutilisation des rejets pour l'énergie ou la chimie. Deux productions à forte valeur ajoutée.

**Maintenant les choses sont simples.** Il faut exiger du gouvernement français qu'il se ressaisisse. Il doit traiter Monsieur Mittal comme ce dernier le mérite : en le flanquant à la porte de notre pays. Il y va d'une partie de notre avenir industriel et de nos emplois. François Hollande doit faire preuve de courage, déterrer le rapport cité plus haut et le publier, en suivre les recommandations qui sont pleines du bon sens le plus élémentaire. Il est temps encore de rattraper les erreurs commises par les gouvernements Villepin et Fillon, de mettre sur pied une stratégie, de définir des tactiques qui assureront la viabilité d'un secteur essentiel à notre économie. On peut avoir été roulé dans la farine et se réveiller pour agir. Le gouvernement doit le faire, c'est son devoir. Ce mot a-t-il encore une signification pour François Hollande ?

**Charles GUÉMÉNE**

☞ (1) Sur ce point et l'ensemble du dossier, voyez absolument les notes de Jacques Sapir sur : [www.russeurope.hypotheses.org](http://www.russeurope.hypotheses.org).

☞ (2) Projet Ulcos. L'acronyme Ulcos signifie : *Ultra-Low Carbon Dioxide Steelmaking*. Cette technologie va permettre la production d'acier plus écologique grâce à un captage du CO2 rejeté. Voir : [http://www.ulcos.org/fr/about\\_ulcos/home.php](http://www.ulcos.org/fr/about_ulcos/home.php)

# François Algérie

**On en parlera pendant les fêtes dans les riads de Marrakech : la France a un président algérien de cœur.**

Les résultats de la campagne publicitaire orchestrée autour de François Hollande l'Algérien dépassent toutes les espérances de la cellule de communication de l'Élysée. Les Algériens eux-mêmes en sont gênés. Depuis le stage de l'ENA à l'ambassade de France à Alger sous Giscard en 1978, jusqu'aux visites du premier secrétaire du parti socialiste en 2006 et 2010 et au communiqué récent sur la répression de la manifestation du FLN à Paris le 17 octobre 1961, on aura compris que le cœur de Hollande penche pour Alger.

Il y a au moins quatre raisons pour en faire autant : d'abord pour lever l'hypothèque de l'autre François, Mitterrand, dont on rappelle parallèlement le bilan chargé au temps de la IV<sup>e</sup> République et de l'Algérie française ; ensuite pour réorienter le parti socialiste autour de ses priorités idéologiques : le PS est l'allié du FLN au sein de l'internationale socialiste, alors qu'historiquement cela a presque toujours été le contraire ; troisièmement pour fonder une relation équilibrée au Maghreb qui privilégie l'Algérie sans désespérer le Maroc (où Hollande a annoncé, avant son voyage à Alger, qu'il s'y rendrait début 2013). On parlera donc d'une affection personnelle qui ne remet pas en cause les réalités stratégiques ; enfin pour convaincre les Algériens de ne pas poser à

M. Hollande des problèmes insolubles, pour ne pas l'embarrasser, par exemple avec des **repentances** passées de mode, alors qu'il est la personnalité politique française contemporaine la mieux intentionnée à tous égards vis-à-vis d'eux.

Mon tout s'appelle battre la droite à Alger où Giscard, Chirac et enfin Sarkozy avaient chacun fait un tabac lors de leurs visites d'État de 1975, 2003 et 2007. Car en définitive tous ces efforts de partenariat exemplaire, voire de traité d'amitié, entre la France et l'Algérie n'ont jamais débouché ni en réalité empêché que la droite ait favorisé le roi du Maroc au détriment des généraux algériens. Ces relations franco-algériennes sous la droite n'étaient en effet fondées que sur les élites militaires et sécuritaires qui dominent le pays. Au Maroc, en revanche, elles sont diffusées à travers la société civile et les classes moyennes. En contrepoint, les relations avec le Makhzen, l'appareil administratif, ne furent pas si aisées qu'on pourrait le supposer.

La voie ouverte par le président Hollande serait ainsi de raccommoier le *peuple de gauche* au Maghreb avec la gauche française et réciproquement. En Algérie, le FLN a emporté haut la main les élections de mai dernier, à l'inverse du Maroc où la gauche a été battue aux élections en 2011 par les partis prônant

un islam plus politique qui domine désormais, quoique avec modération, au gouvernement chérifien.

Le combat le plus difficile de Hollande semble avoir été de rassembler ses propres troupes : comme chaque fin d'année, une cohorte de gauche bien pensante - et de droite *libérale* - se retrouvera dans les riads de Marrakech refaits à neuf et vidés de leur habitat indigène. Les élites marocaines sont encore trop marries des aventures de leur espoir présidentiel, DSK, régulier des riads, pour ne pas avaler sans grimaces la couleur Hollande Algérie.

Par rapport aux fastes de Marrakech, la pauvre ville décrépie de Tlemcen, choisie par Hollande comme étape touristique, mais aussi pour son discours à la jeunesse, après Constantine pour Giscard et Sarkozy, et Oran pour Chirac, fait plutôt pâle figure, en dépit de quelques restaurations de dernière minute. Il n'est certes pas anodin que ce soit la ville d'Algérie la plus proche de la frontière marocaine (à 75 km d'Oujda) comme si délibérément Hollande voulait s'adresser au Maroc depuis l'Algérie. Un peu plus de tourisme en Algérie ; un peu plus de social au Maroc ; un peu plus de place à la culture islamique à l'Est ; un peu plus de gauche laïque à l'Ouest. De communes attaches berbères et mauresques, il en faudrait cependant plus pour ressusciter l'UMA (Union du Maghreb Arabe).

Yves LA MARCK

## BRÈVES

◆ **THAÏLANDE** – C'est dans une capitale entièrement pavoisée en jaune, la couleur royale, qu'a été fêté le 85<sup>e</sup> anniversaire du roi Bhumibol qui règne sur le royaume de Thaïlande depuis maintenant soixante-six ans. Pour l'occasion, le souverain a quitté l'hôpital Siriraj où son état de santé le contraint à vivre depuis trois ans pour gagner le palais Anantasamakom et apparaître au balcon de la salle du trône devant une foule estimée à plus de 200 000 personnes. Le souverain y a prononcé une brève allocution en appelant à « l'unité du peuple et de la nation » bien nécessaire pour un peuple qui vit dans une profonde instabilité politique et une importante division sociale depuis des années. Pour les Thaïlandais la question de la succession du roi est dans tous les esprits. Le roi et la reine Sirikit ont eu quatre enfants. Le deuxième, le prince héritier Vajiralongkorn (âgé de 60 ans) est assez impopulaire en raison de sa vie privée tapageuse, aussi certains se prennent à espérer en sa sœur puînée, la princesse Sirindhorn, qui est devenue successful depuis la réforme constitutionnelle de 1974.

◆ **ESPAGNE** – Après l'épisode malheureux de sa chasse à l'éléphant au Botswana, la popularité du roi Juan Carlos est en train de se rétablir. La création il y a quelques mois d'un nouveau site internet de la Maison royale y a beaucoup contribué. Il est vrai que la publication, en septembre après les manifestations indépendantistes en Catalogne, d'une *cyber-lettre* du roi déclarant que « *La pire chose que nous puissions faire, c'est de diviser nos forces, d'attiser les dissensions, de poursuivre des chimères, d'approfondir les blessures. Ce n'est pas le moment de se livrer à l'introspection de nos identités* » avait provoqué une grosse émotion, les interventions du souverain sur la politique intérieure du royaume étant rarissimes.

◆ **GRANDE-BRETAGNE** – Le projet de loi mettant fin à la discrimination contre les femmes dans la ligne de succession au trône britannique a été publié. Début décembre l'ensemble des quinze royaumes du Commonwealth – qui devront eux-mêmes modifier leur Constitution – ont donné leur accord. La loi doit maintenant être adoptée par la Chambre des communes. Un certain nombre de textes constitutionnels devront être également modifiés dont la Déclaration des droits, la loi sur le Serment du couronnement de 1688, la loi du Règlement de 1701 et de la loi de l'Union entre l'Écosse et l'Angleterre de 1707. Le projet comporte également la suppression de la clause qui disqualifiait un successeur s'il se mariait avec une catholique.

◆ **PORTUGAL** – Dans un message récent, sur son site internet, dom Duarte, duc de Bragança rappelle ses engagements auprès du peuple portugais en particulier en faveur de la défense de la nature et de l'environnement ainsi que son implication avec la diaspora « afin que les générations futures ne perdent pas de vue le pays d'où leurs racines sont issues. »

# L'aube des changements

**J**ournaliste à *l'Humanité*, Christophe Deroubaix est depuis des années l'un des plus fins connaisseurs des États-Unis. Son *Dictionnaire (presque) optimiste des États-Unis* <sup>(1)</sup> permet, au-delà des clichés et des idées reçues, et souvent fausses, de se faire une idée plus précise de l'état actuel de la première puissance du monde. Pour lui, le pays est en passe de connaître la quatrième période essentielle de son Histoire après l'abolition de l'esclavage, le *New Deal* et la transformation culturelle des années 1960, une nouvelle ère de politique progressiste dont les dernières élections sont un symptôme.

■ **Royaliste : Que dire des dernières élections ?**

**Christophe Deroubaix :** D'abord la défaite historique du Parti Républicain. D'abord parce que lui-même considèrerait qu'il disposait d'une fenêtre de tir historique en affrontant un président sortant mais affaibli par la pire crise depuis les années 20. Pourtant, les républicains ont nettement perdu. Obama dispose de 4 millions de voix d'avance sur Romney. Cette défaite n'est pas plus celle de Romney que 2008 n'était celle de McCain. Depuis la fin de la guerre froide, sur six élections, les républicains sont minoritaires en voix à cinq reprises, y compris Bush en 2000. À minima, cela veut dire que le projet conservateur et libéral des républicains est minoritaire.

Pour aller plus loin, ces élections voient l'émergence d'une majorité électorale durable pour les démocrates. En 2008 on a beaucoup pensé, dit, écrit, moi aussi d'ailleurs, quand on regardait les chiffres, qu'Obama avait été

élu lui aussi dans une fenêtre de tir historique, à la fin des deux mandats de Bush ; que l'élection était imperdable pour un démocrate, etc. Puis on a regardé les chiffres, McCain a obtenu 60 millions de voix, contre 62 à Bush en 2004. Ce n'est pas un vote sanction. Kerry en 2004 avait obtenu 59 millions de voix. Si Obama n'avait pas fait mieux, il n'aurait pas été élu. Non seulement il a fait mieux mais il a fait 10 millions de plus, 69 millions de voix. Obama a réussi le meilleur score depuis Johnson en 1964.

■ **Royaliste : Comment cela s'est-il passé ?**

**Christophe Deroubaix :** On sentait que cela pouvait être serré. L'électorat d'Obama est constitué de ce que l'on appelle les minorités aux États-Unis, je n'adhère pas forcément à cette façon de penser mais c'est comme ça. Il se compose des Afro-américains, Asiatiques, Latinos, femmes, célibataires notamment et d'une fraction encore importante de l'électorat blanc mais

fraction minoritaire. Clinton est le dernier à avoir obtenu une majorité dans cet électorat. La question était celle de la reconduction de cette coalition avec principalement le vote des jeunes et des Latinos. Jusqu'au dernier moment, les sondages donnaient un petit point d'avance à Obama dans les États indécis mais pas plus. Dans les derniers jours s'est produit une sorte de sursaut et ils sont allés voter malgré ce qu'ils disaient être leur déception, leur désillusion parfois. Hors vote latino, Romney devance Obama de 2 points.

C'est vraiment ce vote qui a fait la différence. Il représente 10 % de l'électorat et 71 % des latinos ont voté pour Obama. C'était 66 en 2008 et 55 en 2004. Je considère cela comme un vote social et non comme un vote communautaire. Il faut noter aussi la matérialisation de l'ouverture culturelle d'une frange grandissante, peut être pas encore majoritaire, de la société américaine. Pour la première

fois, trois États ont dit oui au mariage gay par référendum, après trente et un perdus de suite. Plus la dépénalisation du cannabis dans deux États. Cela peut apparaître anecdotique mais cela a une portée profondément politique puisque c'est une brèche ouverte dans la *guerre à la drogue* qui est menée depuis 40 ans avec un échec total.

■ **Royaliste : Quel est le contexte historique de ces changements ?**

**Christophe Deroubaix :** C'est la conjonction du crépuscule de trois cycles. Deux sont certains, pour le troisième je formule une hypothèse. **Le premier**, c'est celui d'une nation européenne, blanche, protestante et anglo-saxonne (WASP). En 2042, du point de vue démographique, les *blancs* deviendront une minorité aux États-Unis. J'ajoute que depuis cette année les protestants sont minoritaires.

**Le deuxième**, c'est la fin de l'hégémonie de l'Occident et de la puissance des États-Unis, même s'ils tenteront de maintenir un rôle privilégié, notamment grâce à leur puissance militaire. Dans une génération selon Philip Golub, professeur américain d'Histoire à Paris : « *Les États-Unis seront un pays post-européen dans un monde post-occidental.* »

**Mon hypothèse**, c'est qu'ils seront aussi un pays *post-conservateur*. Se termine le cycle qui a commencé dans

les années 70. Hypothèse, mais le projet conservateur est maintenant minoritaire et le parti n'est plus comme il l'était dans les années Reagan en position d'hégémonie culturelle.

### ■ Royaliste : Au-delà de cela ?

**Christophe Deroubaix** : Il y a des éléments de *décors*. D'abord les inégalités. Une étude de deux professeurs d'Harvard et de Duke a interrogé 5 000 Américains sur la **répartition des richesses**. À la question de savoir comment elles devraient être réparties, la réponse était que les 20 % (premier quintile) les plus riches devraient disposer de 30 %, les 20 % suivant de 25 %, puis 15 puis 10 %. Cela souligne un rapport qui n'est pas inégalitaire à la répartition des richesses contrairement à une idée reçue. La réponse à la deuxième question montre que la répartition n'est pas celle qu'ils souhaiteraient. L'important est de connaître la vraie répartition. En réalité, le premier quintile dispose de 80 % de la richesse. Plus encore, le 1 % en détient 42 % à lui seul. Sur une courbe marquant l'évolution de cette répartition depuis 1920 on voit que l'on retrouve le niveau d'inégalités des années 20.

### ■ Royaliste : Conséquences ?

**Christophe Deroubaix** : Les États-Unis se sont construits sur le *rêve américain* dont je ne veux pas discuter de la réalité. Cela signifie que même dans une société inégalitaire, on peut par son travail, s'assurer ou assurer à ses enfants une ascension sociale. L'un des principaux conseillers économiques du président des États-Unis en janvier 2012 a donné une conférence de presse où il a présenté une courbe qu'il a baptisé la courbe de *Gatsby le Magnifique* en référence au roman qui dépeint la bourgeoisie oisive des années 20. Je cite : « *Si nous avions un haut degré de mobilité sociale, nous serions moins inquiets du degré d'inégalité de revenus. Mais alors que les inégalités progressent, l'évidence montre que d'année en année et de génération en génération, la mobilité décroît.* » Il ajoutait que la situation allait empirer

pendant les 25 prochaines années conséquence des 25 dernières. Par la suite, le *New York Time* avait réalisé une grande enquête sur cette mobilité sociale et il citait cinq études différentes, américaines et européennes qui montraient qu'ils avaient moins de mobilité sociale que la Suède, la Grande Bretagne ou la France.

Les premiers qui subissent ce *rêve évanoui* sont les latinos. Ils subissent ce qu'un chercheur appelle « *l'incorporation par le bas de l'échelle sociale de père en fils.* » Le fils du livreur latino est également livreur. C'est un archétype, évidemment, mais il y a reproduction d'une génération à l'autre. Les latinos forment les nouvelles classes populaires aux États-Unis, c'est pour cela que je parlais de vote social et non communautaire.

### ■ Royaliste : Et politiquement ?

**Christophe Deroubaix** : Aux États-Unis la polarisation politique frappe. À la polarisation sociale correspond une polarisation politique. Très schématiquement, cela veut dire que les électeurs républicains sont de plus en plus à droite et que les électeurs démocrates de plus en plus à gauche. Il y a deux Amériques politiques. J'ai fait une enquête à Denver, dans le Colorado. Dans deux comtés voisins, j'ai posé les mêmes questions à un républicain et un démocrate. Pas un seul sujet sur lequel ils étaient d'accord.

Deux Amériques sont sorties des urnes. Là aussi se sont des archétypes. L'électeur d'Obama est une femme, noire, de moins de 24 ans, qui gagne moins de 50 000 dollars par an, qui ne va jamais à un office religieux et qui est pour la légalisation intégrale de l'avortement. L'électeur type de Romney est un homme, blanc, de plus de 65 ans, qui gagne plus de 100 000 dollars par an, qui va plusieurs fois par semaine à un office religieux et qui est pour l'interdiction intégrale de l'avortement.

Le pays est prêt pour une nouvelle ère de politique progressiste. C'est vrai en terme de mœurs et de société (mariage, peine de mort), mais aussi en termes économiques et



social. La crise a accéléré la demande d'intervention de la puissance publique. Aujourd'hui quand on demande aux Américains quel est le principal conflit qui traverse la société, ils répondent : *Riches, pauvres*. Ce n'était pas le cas il y a quelques années. Les mentalités changent.

### ■ Royaliste : Mais il doit y avoir des résistances ?

**Christophe Deroubaix** : Si l'on superpose les cartes des États confédérés, des grands électeurs de Romney, de la peine de mort, du taux d'incarcération et des *tweets* racistes après la réélection d'Obama, toutes correspondent. Le Parti Républicain est devenu le parti régional d'un Sud très puissant.

Un peu d'Histoire, en 1787, il a fallu écrire la Constitution. *Tous les hommes ont été créés égaux* selon la déclaration d'Indépendance de 1776. Tous, sauf les esclaves. Les États du Nord avaient déjà aboli l'esclavage. On passe un compromis, chacun fait comme il veut. C'est cela aussi la structure fédérale. Le Sud continue à avoir ses esclaves et son modèle économique mais va plus loin encore lorsqu'il s'agit de définir la base de représentativité des élus. Là, le Sud veut compter les esclaves, le Nord est contre. On passe le compromis des 3/5 : chaque esclave compte pour trois cinquièmes d'habitant. Évidemment sur-représentation politique du Sud, dès l'origine. Après la Guerre de Sécession, et pendant un siècle le Sud, ségrégationniste jusque dans les an-

nées 60, vote démocrate. C'est le mouvement contre la ségrégation qui rebat les cartes de l'Histoire. Les démocrates, alors au pouvoir, finissent par prendre fait et cause pour le mouvement des droits civiques et c'est Johnson, texan, qui signe la loi en 1964. Le parti républicain met alors en œuvre la *stratégie sudiste*, c'est à dire jouer sur la peur des *petits blancs*. Le Sud a complètement basculé et aujourd'hui en viennent 154 grands électeurs sur les 206 de Romney.

Le parti républicain est un parti néo-confédéré qui représente le **bloc évangelique**, replié sur un sud de 115 millions d'habitants, puissant économiquement, très organisé et très structuré, cœur d'une machine idéologique et politique avec ses réseaux financiers, ses médias. Pour l'avenir, un chroniqueur du *New York Time* résume cela très bien : « *une base de plus en plus fanatique et de moins en moins nombreuse, ce n'est plus une base, c'est un groupuscule.* »

Je pense qu'un groupuscule ne dirigera plus jamais un pays et surtout pas la plus grande démocratie du monde. Je crois que le pire est évité et que le meilleur est à construire.

Propos recueillis par  
Pascal Beaucher

📖 Christophe Deroubaix - « *Dictionnaire (presque) optimiste des États-Unis* », édition Michel de Maule, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

# Chambre commune et rêves à part

**Décembre 2012. L'Europe reçoit le Prix Nobel de la Paix... à titre d'encouragement. Cette même année, en février un livre sort presque inaperçu : *Circus Politicus*,<sup>(1)</sup> co-écrit par les journalistes Christophe Deloire (directeur de Reporters sans frontières) et Christophe Dubois, une enquête foisonnante, passionnante et sidérante sur le fonctionnement européen, une nébuleuse pour des citoyens dont elle régit une grande partie de la vie. Sommes-nous vraiment en démocratie ?**

**B**ob Woodward, grand journaliste d'investigation américain avait demandé à Al Gore « *quelle part de ce qui se passe au gouvernement est-elle connue ?* » « *1 %* », lui avait-il répondu. Sans nous faire le coup de la théorie du complot, les auteurs nous démontrent comment a pu se créer, en parallèle des institutions officielles, un pouvoir opaque mais ultra puissant. Tout commence après-guerre avec une construction européenne voulue également par les États-Unis pour des raisons économiques (libre échange) et politique (présence communiste à l'est).

Les mystérieuses Conférence de Bilderberg et Commission Trilatérale sont mises en place par des personnalités comme Rockefeller (qui professait en son temps : *quelqu'un doit prendre la place des gouvernements et le business me semble l'entité logique pour le faire*) et des organisations comme l'ACUE (American Committee on United Europe), émanation des services secrets américains dont le trésorier, John McCloy, est proche des compagnies pétrolières les *7 sœurs* et de... Jean Monnet qui a poursuivi une carrière dans les banques américaines avant de construire l'Europe.

Au Bilderberg, dont les réunions ne figurent jamais sur les agendas officiels, se réu-

nissent hommes politiques, principaux acteurs économiques et des personnalités peu connues du grand public mais dont l'influence est majeure. Connaissez-vous les Européens Joseph Daul (le plus puissant parlementaire français, il parle au nom du PPE qui rassemble le CDU et l'UMP), l'homme d'affaires Étienne Davignon, Peter Sutherland (initiateur d'Erasmus mais aussi du marché intérieur européen, il préconise une immigration massive et déclare que tout argument contre la globalisation est *moralement indéfendable*) ?

**Leur philosophie :** « *une passion pour l'Europe éloignée des contraintes électorales* » comme le professait le démissionnaire Mario Monti, qui partage avec Mario Draghi, Otmar Issing de la Banque centrale européenne (BCE), Antonio Borges et Sutherland une carrière à la sulfureuse banque Goldman Sachs. En France, par exemple, Denis Kessler, ex-vice-président du Medef, propose de « *défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la résistance* » lors de sa présidence du fameux Siècle qui rassemble l'élite politique et économique française et où les députés européens sont plus présents que dans la presse.

Les fameuses notes Antici recensent les débats d'un Con-

seil de l'Union fermé à double tour et ne sortiront jamais du cercle des initiés. 80 % des lois françaises sont inspirées par les institutions européennes principalement dans les domaines économiques, de l'agriculture et de la pêche (moins en ce qui concerne la culture, l'éducation et la protection sociale). Cependant, malgré les polémiques sur le vin rosé ou le plombier polonais qui ouvrent le voile sur les dérives de l'Europe au grand public, une très grande partie des activités reste dans l'ombre d'innombrables officines.



Le **comité de Bâle** (établi en 74) régule les banques, l'opaque Banque centrale européenne ne prête aux États que par l'intermédiaire des banques privées, la tutelle des groupes de pression, des experts, des agences de notations et des normes est puissante. La **Cour de Justice de l'union** a un immense pouvoir et primauté sur le droit national (on leur doit les transferts de joueurs de foot par exemple). On y surprend une **direction de la concurrence** privilégiant la protection du consommateur à celle de l'industrie en laissant ainsi les produits chinois envahir le marché et en mandatant (dénonciation d'Amazon ?) une perquisition chez des éditeurs parisiens. Les Français sont plutôt absents à

Bruxelles, leur poids et leur visibilité ne leur offrant qu'un strapontin à une carrière politique nationale. Les journalistes sont déconnectés, manquent de recul critique ou de plus en plus rétifs à l'investigation.

Il est aussi question d'un **rapport sur la crise de la démocratie** par Samuel Huntington et Michel Crozier dans lequel ce dernier attribue la faiblesse des États à leur vulnérabilité « *aux tactiques de chantage exercées par les groupes sociaux et la surcharge d'attentes et de revendications.* » Et malheureusement ce n'est pas faux. Mais c'est aussi le cœur du débat : la raison préférable à la foi. Les bons et les mauvais choix. La démocratie serait un moyen de constitution de l'autorité permettant d'entériner une politique préalablement choisie. Le Conseil européen est constitué de présidents et de chefs de gouvernements élus, il s'agit là du « *concept de démocratie transitive* ». La Commission et le Conseil de l'Union ont l'initiative législative mais ce dernier détient des pouvoirs législatifs supérieurs à ceux du Parlement. Les fonctionnements et responsabilités respectifs sont donc très laborieux à appréhender. Papademos en Grèce et Monti en Italie ont été portés au pouvoir par les réseaux européens, les référendums, dont le dernier traité de Lisbonne, passent aux forceps et ça ne choque plus personne.

**Pour méditer de façon constructive...** la démocratie fonctionne mal hors-sol, ce serait au niveau local qu'elle trouve sa véritable place, dans le rapport direct avec les citoyens. Internet en reste le refuge avec des blogs citoyens comme celui d'Étienne Chouard appelant à voter **non** lors du référendum de 2005 ou le support d'initiatives comme celle du député européen Pascal Canfin, l'ONG Finance Watch, *Greenpeace* de la finance.

**Kristine MASSA**

 (1) Christophe Deloire & Christophe Dubois - « *Circus Politicus* », Albin Michel, prix franco : 23 €. 



# Réplique à Paul Jorion

**S**ous forme d'ouvrages, d'articles et de manifestes, les critiques de l'ultra-libéralisme se multiplient et Paul Jorion figure à juste titre parmi les auteurs les plus écoutés. Il a annoncé la crise financière, il explique son déroulement et propose un ensemble de solutions qui procèdent d'un système de pensée fortement étayé. Anthropologue ayant travaillé sur la formation des prix, familier des économistes classiques, Paul Jorion manie avec une dextérité impressionnante les mathématiques et l'informatique. Il a fait son terrain chez les pêcheurs bretons et africains et a travaillé aux États-Unis dans le secteur du crédit hypothécaire au logement. Chargé de concevoir les modèles de gestion du risque, il a vu venir la crise des *subprimes* car il savait que ces modèles très complexes ne correspondaient plus à la réalité qu'ils étaient censés représenter. Cette inadéquation était connue mais comme tout le monde utilisait les mêmes modèles, on ne les changeait pas puisque tous les concurrents avaient accès à la même information : le critère, ce n'était pas la pertinence du modèle mais le principe de concurrence non faussée !

**L'erreur initiale fut idéologique** : c'est donc l'idéologie qu'il faut incriminer. D'où ce nouveau livre, consacré à la critique de la pensée économique classique (1) sur laquelle fut construit l'édifice financier qui s'est effondré en 2007-2008. Avec une science certaine, Paul Jorion dissèque les grandes erreurs théoriques qui ont provoqué la catastrophe dans laquelle nous sommes plongés. Les adeptes de l'*individualisme méthodologique* affirmaient que le comportement collectif n'est qu'une simple addition de comportements individuels, sans jamais voir les phénomènes mimétiques qui accélèrent les mouvements spéculatifs jusqu'à la panique. Les mêmes assuraient que la *rationalité* des agents économiques assurait un fonctionnement parfait du système : chacun visant son intérêt personnel, l'intérêt général était spontanément réalisé. Or Goldman Sachs a montré qu'en période de crise on pouvait parier sur l'effondrement du système. Fidèle disciple d'Adam Smith, Alan Greenspan eut l'immense tort d'appliquer la théorie de la **main invisible** à des marchés qui étaient incapables de se réguler.

Face à une crise systémique dont l'hypothèse était exclue par les gourous du Marché, les dirigeants occidentaux se sont montrés aussi incapables de réparer le système que de le transformer. D'où la nécessité de propositions novatrices, authentiquement révolutionnaires, que Paul Jorion expose en se fondant sur la *philia* aristotélicienne - sur l'amicale coopération des membres de la cité - et en énumérant plusieurs propositions salutaires : priorité aux salaires sur la distribution de crédit, interdiction de la spéculation, suppression des paradis fiscaux... Je renvoie au livre pour la présentation complète de ce programme afin de formuler quelques observations qui portent sur la philosophie générale du livre et sur l'analyse de la crise.

Je ne peux rien dire ici de la cosmologie de Paul Jorion mais, quant à l'histoire de la philosophie, il me paraît étrange de présenter la philosophie grecque comme « *l'un des courants de la pensée athée* » alors que la théologie d'Aristote, pour ne citer que lui, nous est bien connue. (2) Écouter Aristote, qui est source de réflexion pour Paul Jorion, c'est se méfier des comparaisons entre les différentes espèces vivantes. L'homme est un être vivant, parmi tant d'autres, mais c'est un animal unique qui porte en lui le *logos* - la raison et le langage - qui lui permet de communiquer avec d'autres hommes dans la *polis*. Ce qui implique d'être changé par les autres et de pouvoir les changer par la parole, de commander aux autres et d'être commandé par eux. Je rappelle ces caractéristiques bien connues parce qu'il me semble tout de même trop simple de dire que l'espèce humaine est *colonisatrice*, qu'elle « *envahit son environnement sans se préoccuper de la manière dont elle l'exploitera et se conduit de ce point de vue à l'instar de tout mammifère privé d'une représentation globale des effets de son propre comportement.* » D'où, à la fin du livre, l'idée selon laquelle il nous faudrait passer de l'agressivité, qui a assuré la survie de l'espèce humaine dans la première partie de son histoire, à la solidarité qui lui permettra de survivre dans la seconde partie...

Pourtant, il y a chez Platon une pensée de la limite, la Cité grecque s'est donné une définition géographique et l'une des caractéristiques de la Nation, c'est qu'elle ne vise pas à l'agrandissement infini de son territoire. Quant à la préoccupation de l'environnement - la terre, les animaux - elle est exprimée et très précisément réglée dès les premiers temps de notre civilisation dans l'économie chabbatique (3) qui prescrit le repos à dates régulières pour l'homme, pour les animaux et pour la terre et qui interdit les activités prédatrices : l'usure, qui est le contraire du don, la concurrence qui vise la destruction d'autrui et tout ce qui détruit l'alliance avec la nature par laquelle l'homme prolonge l'œuvre créatrice.

**Je n'oublie pas la violence.** Au contraire, je m'étonne que Paul Jorion néglige la cause première de la crise actuelle : le libre échange, autrement dit la concurrence sur le marché mondialisé, qui a provoqué les baisses de salaires compensées par la distribution massive de crédits. Dès lors, comment ne pas envisager des mesures de protection pour les nations aujourd'hui ravagées par des puissances ouvertement agressives et qui utilisent sans vergogne leur atout monétaire en même temps qu'un prolétariat sous-payé ? C'est poser la question de la politique commerciale, de la politique monétaire, de la politique industrielle et plus largement d'une économie qui retrouverait sa dimension politique.

Hélas, la question politique n'apparaît que dans l'épilogue du livre, à propos de l'espoir qu'a fait naître le parti grec Syriza au printemps dernier - sans d'ailleurs que la question de la sortie de l'euro soit envisagée par Paul Jorion. Dommage, mais sa réflexion n'est certainement pas achevée.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Paul Jorion - « *Misère de la pensée économique* », Fayard, 2012, prix franco : 22 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (2) Cf. Rémi Brague - « *Aristote et la question du monde* », PUF, 1988, réédition Cerf 2009, prix franco : 42 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (3) Cf. Raphaël Draï - « *L'économie chabbatique* », Fayard, 1998, prix franco : 31 €.

[Achat immédiat](#)

et mon article dans le n° 725 de *Royaliste* « *La joie de la délivrance* », page 9.

# Briseurs de tabous

Sébastien Fontenelle nous avait déjà montré ses talents de critique des icônes de la bien-pensance dans un précédent essai. <sup>(1)</sup>

**S**e battre contre les tenants d'une certaine connivence médiatique avec la politique semble être un domaine qui plaît à l'auteur. Dans son essai *Les briseurs de tabous* (2), Fontenelle s'en prend vertement aux islamophobes.

L'expression *Briser les tabous*, utilisée à la fois par la droite et la gauche bien-pensantes, sanctionne le fait de reprocher à l'islam une parenté systématique avec l'islamisme et l'étranger. L'auteur constate que la thématique autrefois propriété du Front national a débordé les limites de l'extrême droite pour être reprise par des rédacteurs de gauche, que l'auteur cite à profusion.

Cette confusion des sens délicate via certains de ses héros journalistiques (Rioufol, Zemmour...). Elle fut à plusieurs reprises légitimée par le président de la République du précédent quinquennat. L'islamophobie se développe. Cela constitue un danger pour la République tout autant que les manœuvres des extrémistes de tous bords. L'incitation à la haine religieuse engendre la violence. Les actes de profanation de cimetières musulmans sur 2011 se sont multipliés, les attaques de l'islam en France et en Europe se développent sans pour autant qu'il y ait une prise de conscience politique du danger de telles manœuvres.

Cependant certains partis pris de l'auteur rendent pour le moins confus son message. Si le vandalisme est plus intense dans les cités dans lesquelles le taux de chômage est très élevé, nous voulons bien croire que la religion d'appar-

tenance des populations qui y résident n'est pas la cause de ce désordre. Mais la violence ne se volatilise par pour autant quand on met en garde contre l'islamophobie. De même, reprocher à un écrivain (Renaud Camus) son propos sur la sur-représentation de juifs dans une émission de France Culture ne doit pas légitimer le discours communautariste inverse de la nécessaire représentation dans les médias des minorités religieuses. Enfin, ignorer l'incivilité de mouvements comme *Les Indigènes de la République* et dénoncer Daniel Lefeuvre (3) comme un agent de propagation de l'islamophobie parce qu'il rejette, à juste titre, l'attitude fautive sur le plan historique et politique de la **repentance** relèvent à minima d'une incompréhension majeure.

Trop d'à-peu-près, une absence de vision politique de la République, une grande difficulté à réfléchir sur les moyens envisagés pour combattre l'amalgame religion-violence (dans les cités) affaiblissent sérieusement la portée de cet essai traitant un sujet pourtant d'actualité.

Jean LATOUR

📖 (1) « *Les éditocrates : ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi* », La Découverte 2009, prix franco : 14 €. [Achat immédiat](#)

[V. Royaliste n° 959.](#)

📖 (2) Sébastien Fontenelle - « *Les briseurs de tabous* », La Découverte, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Daniel Lefeuvre - « *Pour en finir avec la repentance coloniale* », Flammarion, 2006, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

[V. Royaliste n° 900](#)

# En Lorraine occupée

Un retraité des chemins de fer décrit avec minutie la vie quotidienne à Nancy pendant la guerre : les restrictions, le prix des choses, les Allemands, les attentats...

**R**etraité tout à fait ordinaire, Georges Petitjean avait entrepris en 1940 une tâche qui est pour des lecteurs du XXI<sup>e</sup> siècle du plus haut intérêt : décrire par le menu ce qui se passe dans une grande ville française - Nancy en l'occurrence - tout au long de l'occupation allemande. Ce journal, tenu pour lui-même, n'aurait pas été lisible sans le travail de romain accompli par François Moulin et Daniel Peter car le texte était souvent écrit en style télégraphique et assorti d'abréviations françaises et allemandes dont il a fallu retrouver le sens.

Ce journal décrit la réalité sans porter beaucoup de jugements même si l'on discerne une sympathie gaulliste chez ce retraité des chemins de fer, auteur d'articles érudits sur les transports publics, pas engagé en politique mais patriote, voire nationaliste. Georges Petitjean veut rendre compte, aussi précisément que possible. Il a l'avantage de pratiquer l'allemand, ce qui lui permet de lire la presse nazie et de bavarder avec les soldats ennemis. Il assiste aux réunions des partis collaborationnistes, lit leur presse, observe leurs rivalités. Il voit comment s'installent et s'organisent les forces d'occupation et entend ce qu'on dit à Vichy.

La vie quotidienne occupe bien entendu une place importante dans ce journal d'Occupation. Georges Petitjean note tout : le temps qu'il fait, les prix chez l'épicier et le boucher, la longueur des files d'attente et ce qu'on y raconte, la ration de viande en août 1941 (100 grammes), ce qu'on trouve au marché noir et pour combien de francs mais aussi les bobards : Goebbels jeté dans un camp de concentration pour s'être opposé à l'invasion de la Russie, la nouvelle méritait de circuler ! Comme la plupart des Français, le discret piéton de Nancy - où l'on voit reparaitre des fiacres - est préoccupé par le ravitaillement mais ne perd pas de vue l'évolution de la guerre : campagne de Russie, débarquement en Algérie, échos de la bataille de Stalingrad. Sous la botte allemande, la Lorraine est tout sauf calme : l'aviation alliée bombarde régulièrement les usines et on suit le développement de la Résistance : premiers V tracés à la craie, attentats, arrestations tandis que les Collabos veulent mettre la terreur à l'ordre du jour.

Simple et justes, ces observations méritaient d'être sauvées et restituées.

Jacques BLANGY

📖 (1) « *La Lorraine à l'heure allemande - Journal de Georges Petitjean tenu sous l'Occupation à Nancy* », Éd. Renaudot, 2012, prix franco : 22,50 €. [Achat immédiat](#)

## MERCREDIS DE LA NAR

**la nouvelle action royaliste**  
Yvan Aumont, Bertrand Renouvin,  
la rédaction de *Royaliste* et les animateurs de la NAR

*vous invitent à venir trinquer avec eux au*

**POT DE NOUVEL AN**  
**le SAMEDI 5 JANVIER**  
à partir de 17 h 30 et jusqu'à 19 h 30

dans les locaux de la NAR, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.  
à 18 h : on tirera les rois, et à 18 h 30 : allocution de Bertrand Renouvin



## ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

- ▶ Buste de Louis XVI (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.
- ▶ Buste de Marie-Antoinette (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys (dorée ou vieil or ou vieil argent) - 17 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys dorée 13 mm de haut.
- ▶ Double cœur vendéen (vieil or, doré ou argenté) - 24 mm.
- ▶ Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- ▶ Blason de France (trois

fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

- ▶ Grandes Armes de France (émail bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- ▶ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ▶ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.
- ▶ Coeur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.
- ▶ Guidon des armées vendéennes - 18 mm de haut.
- ▶ Sacré coeur sur drapeau royal (émail rouge sur fond blanc fleurdelysé) - 11 mm de haut

## ABONNEMENT - ESSAI

Pour le développement de son audience *Royaliste* ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

## ADHÉRENTS

Les cartes d'adhérent pour 2013 seront établies et envoyées vers la fin du mois de janvier (pour ceux qui sont à jour de cotisations...)

D'autre part, en prévision de l'augmentation sensible de notre loyer dans nos futurs locaux, nous avons sollicité tous ceux qui règlent leur cotisation par virement automatique, et qui ne l'on pas revalorisée depuis longtemps, de le faire, ne serait-ce que de quelques euros. Merci de répondre à cet appel.

## CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande [ou télécharger sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour

cemment sur le métier de journalistes.

Tous deux reviennent avec un livre qui fait débat et qui leur vaut maintes accusations. « **Le Pen, une histoire française** », c'est l'aventure d'un homme qui fut élu député poujadiste, participa à la guerre d'Algérie avant de connaître une traversée du désert agrémentée par un gros héritage. Il parvint surtout à rassembler presque toute l'extrême droite et à transformer le petit Front national en vaste mouvement électoral. Comment analyser ce succès que nulle diabolisation n'est parvenue à enrayer ? Que dire d'un personnage qui suscite autant de ferveurs que de haines ? Que penser de la transition aujourd'hui incarnée par Marine Le Pen ?

**Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)**

cette année sont, d'une part, " *L'unité de la nation française* " et, d'autre part, " *Politique militaire de la France* ".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet :  
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)  
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :  
**Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

**Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?**

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)  
ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Responsables et coupables

La remise du prix Nobel de la paix à l'Union européenne a provoqué une avalanche de propos convenus qu'il est inutile de relever car ils constituent depuis des décennies le fond de sauce de toute homélie sur l'Europe – réduite à sa partie occidentale. Je veux simplement rappeler que *cette Europe-là* n'a pas garanti la paix après la Victoire de 1945 : si un prix collectif devait être décerné, il faudrait l'attribuer aux théoriciens de la dissuasion nucléaire, aux chefs d'État qui ont su raison garder, aux soldats qui, aujourd'hui, maintiennent en l'état l'armement nécessaire.

Quant aux fameux « *pères de l'Europe* », ils ne méritent pas la moindre reconnaissance car ces atlantistes invétérés plaçaient la défense ouest-européenne sous le parapluie atomique américain – parapluie virtuel, totalement inopérant en cas de crise majeure car aucune nation ne peut accepter de mettre en jeu sa propre existence pour assurer la protection d'une ou de plusieurs autres nations. Notre force nationale de dissuasion est née de ce constat et demeure, pour nous, la seule garantie possible face à une menace de destruction partielle ou totale.

Les illusions officielles sur le maintien de la paix en Europe ne sont qu'un aspect du décalage croissant des dirigeants de l'Union européenne par rapport à ce qui est effectivement éprouvé et vécu par les peuples des 27 pays-membres. A Bruxelles, à Francfort, à Paris, à Berlin, nous avons des gens que sont en état d'**hystérésis** : ils vivent, ils réfléchissent, ils décident selon les normes d'un système qui en

train de s'effondrer, sans comprendre qu'ils s'agitent désormais dans un invraisemblable chaos économique, monétaire et financier. Et s'ils parviennent à retarder la catastrophe finale, c'est parce qu'ils peuvent s'appuyer sur les États et les nations... dont ils méditaient la disparition ! Cette inadaptation croissante des dirigeants est dangereuse car c'est par la force et par la violence qu'ils tentent de faire rentrer le chaos européen dans les schémas du siècle der-



nier : marché unique, union monétaire, fédéralisme...

Pourquoi ces « pragmatiques » ne se rendent-ils pas à l'évidence ? Bien des explications sont possibles : le confort des positions acquises, les privilèges et les ultimes profits, parfois l'idéologie... Je crains que l'acharnement des eurocrates ne tienne surtout au fait qu'ils sont responsables et coupables de tout ce qui en train de nous arriver. Ils ne peuvent pas accuser une puissance extérieure : ils se sont ouverts à la Chine, ils adorent les États-Unis et la Russie, trop souvent négligée, ne leur veut aucun mal. Ils ne peuvent pas non plus se dire victimes d'oppositions et de subversions in-

térieures : le populisme est trop faible pour entraver quoi que ce soit, la Confédération européenne des syndicats n'a jamais tenté de s'opposer sérieusement aux projets ultra-libéraux, l'extrême-gauche ne conteste pas la monnaie unique.

Les dirigeants européens sont donc seuls face à leurs erreurs et à leurs fautes, alourdis de toutes les erreurs et de toutes les fautes de leurs prédécesseurs. Par exemple : Lionel Jospin et Jacques Chirac ont voulu la monnaie unique ; François Hollande a fait voter le TSCG que Nicolas Sarkozy avait accepté. Et ces quatre personnages sont en phase avec l'oligarchie européenne qui a construit un système en même temps qu'elle posait les principes de son auto-destruction :

Il était contraire à toute raison politique de croire qu'une structure confédérale et des méthodes de travail intergouvernementales évolueraient vers une forme fédérale. On continue d'annoncer le fédéralisme que l'Allemagne refuse à cause des dépenses exorbitantes qu'elle devrait supporter mais l'Union européenne reste définie par ses nations.

Il était absurde de croire que l'usine à gaz européenne serait renouvée en profondeur par la zone euro, qui est devenue une deuxième usine à gaz en voie d'implosion et qui fera exploser la première.

Il est inepte de répéter que l'Europe est solidaire alors que les États du sud sont soumis à des mesures de déflation qui provoquent des sentiments de haine à l'égard de l'Allemagne.

Comme les oligarques européens ne peuvent reconnaître leur échec total, nous allons continuer de subir leur gouvernance par expédients jusqu'au moment, inévitable mais encore imprévisible, où les bricolages deviendront inopérants.

**Bertrand RENOUVIN**